



Rencontre avec le ministre...

... pas de révélation fracassante

Le 6 juin, la fédération des Finances SOLIDAIRES a été reçue par le ministre de l'action et des comptes publics, Gérald Darmanin.

N'attendez pas de révélation fracassante, ce fut avant tout une audience de prise de contact et de "présentation réciproque" ...

Par ailleurs, la rencontre fut très courte ce qui n'a pas permis de développer beaucoup les différentes thématiques. Nous avons cependant remis au ministre (et surtout pour ses collaborateurs les plus proches) un dossier complet regroupant nos dernières expressions d'une part, de l'autre un document complet sur la situation de toutes les administrations de Bercy.

De son côté, il n'y a pas eu d'annonce vraiment notable. Il semble qu'on soit encore, en termes de calendrier politique, dans une forme d'entre deux eaux et que les choses vont vraisemblablement s'accélérer à l'issue du 2^{ème} tour des élections législatives du 18 juin prochain.

S'agissant des grandes orientations budgétaires, il nous a confirmé qu'il n'y aurait pas de collectif budgétaire en 2017.

En ce qui concerne les perspectives pour les années à suivre, il n'a évidemment pas nié l'hypothèse des 50.000 suppressions d'emploi dans

la Fonction Publique d'État. Il n'a pas non plus dissipé notre crainte de voir Bercy être encore le principal « contributeur ». Il a simplement indiqué qu'il ne s'agit pas forcément d'une urgence prioritaire du quinquennat et que la méthode d'une réduction annuelle, reproduite année après année, n'est pas forcément la bonne ...

Quelques dossiers spécifiques ont été évoqués. Le prélèvement à la source n'était pas le moindre d'entre eux. Sur ce point, il nous a indiqué que le Premier Ministre s'exprimerait très rapidement sur cette question et nous l'avons effectivement appris quelques heures plus tard (!) ... par voie de presse (!!).

Étant dans la place, il aurait peut-être pu nous le dire directement, sauf s'il l'ignorait lui-même à 12 h 30 ou si le «PM» se réservait cette primeur, la deuxième explication nous paraissant moins inquiétante ...

Pour le reste, il a indiqué être très attaché au dialogue social, affirmation qui ne mange pas de pain et ne constitue pas vraiment une nouveauté pour un « locataire » de Bercy (et un Ministre en général d'ailleurs). Il est rappelé ici que le dialogue social, c'est un peu comme le monstre du Loch Ness : on en parle beaucoup, mais on ne le voit jamais. Plus sérieusement, le dialogue social est actuellement très largement vidé de son sens. Et il serait plus que temps de remédier à cela et d'y mettre un réel contenu.

Pour le reste, le Ministre a pris en note les éléments que nous lui avons apporté et qui embrassent un très large horizon, des missions (CCRF, INSEE), en passant par l'amiante et le tripode jusqu'à l'action sociale, en passant accessoirement par comment ne pas rater les élections professionnelles de l'année prochaine et la volonté de la Secrétaire générale de Bercy d'instaurer le vote électronique...

Reste à savoir ce qu'il retiendra de tout cela et surtout, ce qu'il en fera. Et c'est bien à cet aune-là que nous le jugerons, lui et son action.

Dans l'ensemble des secteurs concernés, on ne peut pas dire que le climat soit au beau fixe, qu'il s'agisse de la DGFIP (et de sa purge de masse), de la DGDDI (et de son inquiétant PSD) ainsi que de tous les autres services qui portent chacun leur croix (on peut vous assurer que l'on est là dans le registre de la charge lourde ...).

C'est cet état de fait qu'il lui incombe de changer en tant qu'autorité politique de tutelle.

C'est de sa responsabilité.

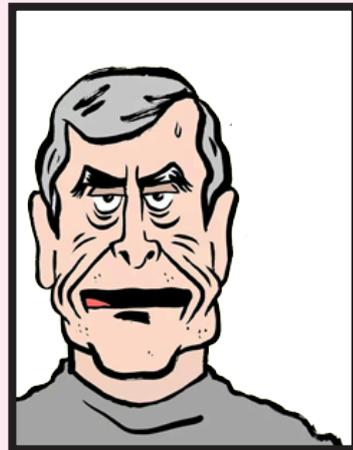
Nous assumerons les nôtres.



Petit post-scriptum : il nous avait été donné mandat de solliciter un «déchocage».

On précise : à l'entrée de l'hôtel des Ministres se trouve une espèce de silo où trônent tous les portraits des Ministres successifs qui ont tenu les rênes des deniers publics. Parmi ceux-ci, se trouve le portrait de Jérôme Cahuzac, condamné pour fraude fiscale aggravée. Nous avons simplement sollicité l'enlèvement de ce portrait. Refus de notre interlocuteur, qui a indiqué que la justice était passée et qu'il ne lui appartenait pas juger de l'histoire du ministère.

Domage...



Mais on ne peut s'empêcher de penser, avec toute la malignité qui nous caractérise, que ceux qui ont pour ambition de renouveler les mœurs politiques, ne le feront peut-être pas tant que cela ... A suivre.